



Communiqué de presse

Communications Nouveau-Brunswick

Commission de droits de la personne du Nouveau-Brunswick

La Commission des droits de la personne publie son rapport annuel (04/11/26)

NB 1351

le 26 novembre 2004

FREDERICTON (CNB) - La déclaration suivante est publiée par la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick relativement à son rapport annuel de 2003-2004, qui a été publié aujourd'hui, le vendredi 26 novembre :

« En 2003-2004, la Commission des droits de la personne a mis l'accent sur la prestation de meilleurs services par l'amélioration du processus de dépôt des plaintes relatives aux droits de la personne, par l'établissement de priorités éducatives claires et par le renforcement de ses rapports avec d'autres groupes de protection.

En plus des activités courantes associées au traitement des plaintes, elle a consacré beaucoup de temps à l'élaboration d'un nouvel énoncé de mission, d'un plan stratégique, d'un plan de communications et d'un plan d'éducation.

La vision de la Commission est d'être un chef de file en matière de promotion et de protection des droits de la personne et de contribuer à un environnement juste et équitable, productif et englobant dans lequel il est possible d'apprendre, de travailler et de vivre.

Le plan d'éducation est axé sur deux priorités : informer les employeurs et les organisations d'employeurs de leur obligation de prendre des mesures d'adaptation à l'endroit des personnes ayant une incapacité, et expliquer la rentabilité des droits de la personne.

La Commission a également terminé un examen en profondeur de deux ans de la *Loi sur les droits de la personne*. Elle a recommandé l'ajout de quatre motifs de discrimination illicites : la condition sociale, les convictions ou l'activité politique, la situation de famille et la langue. Les motifs existants sont la religion, l'âge, l'état matrimonial, le sexe, l'orientation sexuelle, les incapacités mentales et physiques, la race, la couleur, l'origine nationale, le lieu d'origine et l'ascendance.

D'autres recommandations portaient sur les exceptions dans les régimes de pension permettant la retraite obligatoire qui, dans certains cas, devraient être abrogées et sur le remaniement et l'élargissement du libellé de la principale exception prévue dans la *Loi sur les droits de la personne* en vue d'une plus grande uniformité.

La Commission est également d'avis qu'elle doit relever directement de l'Assemblée législative et que son budget doit être déterminé par un comité législatif. Les membres de la Commission continueraient

d'être nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du comité législatif. »

2004-11-26

NOTE DE LA RÉDACTION : On peut obtenir des copies imprimées du rapport annuel de 2003-2004 en appelant au 1 888 471-2233. La version électronique se trouve à l'adresse suivante : <http://www.gnb.ca/hrc-cdp/f/Rapport-annuel-2003-04-Commission-des-droits-de-la-personne-du-Nouveau-Brunswick.pdf>. PERSONNES-RESSOURCES : Alanna Palmer, présidente, Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, 1 888 471-2233. (Alanna Palmer a remplacé Patrick Malcolmson à la présidence de la Commission en juin 2004.)

2004-11-26

Communications Nouveau-Brunswick
[Courrier électronique](#) | [Coordonnées](#) | [Décharge](#) | [Déclaration de confidentialité](#)